

Bruxelles, le 28 novembre 2018
(OR. en)

14838/18

**Dossier interinstitutionnel:
2018/0332(COD)**

**TRANS 584
MI 905
ENER 403
AGRI 590
SAN 434
CODEC 2129**

RAPPORT

Origine:	Secrétariat général du Conseil
Destinataire:	Conseil
N° doc. préc.:	ST 14224/1/18 REV 1 ST 13036/18
N° doc. Cion:	ST 12118/18 + ADD 1
Objet:	Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil mettant fin aux changements d'heure saisonniers et abrogeant la directive 2000/84/CE – Rapport sur l'état des travaux

I. INTRODUCTION

1. La proposition a été présentée le 12 septembre 2018 à Strasbourg par M. Juncker, président de la Commission européenne, à l'occasion de son discours annuel sur l'état de l'Union devant le Parlement européen.
2. Les principaux éléments de la proposition sont les suivants:
 - mettre fin de manière harmonisée aux changements d'heure saisonniers dans tous les États membres à partir du 1^{er} avril 2019 – après un dernier passage à l'heure d'été le 31 mars 2019;

- donner aux États membres la possibilité de revenir une dernière fois à l'heure légale ("heure d'hiver") le dernier dimanche d'octobre 2019;
- mettre en place, indépendamment du droit des États membres de décider de leur heure légale, un système de notification en vertu duquel un État membre qui souhaiterait modifier son heure légale à l'avenir devrait en informer la Commission au moins six mois avant la date de prise d'effet de la modification.

II. TRAVAUX MENÉS PAR LES AUTRES INSTITUTIONS

3. Le Parlement européen a désigné la commission des transports et du tourisme comme commission compétente au fond pour cette proposition et M^{me} Marita ULVSKOG (S&D, SE) en tant que rapporteur. Le projet de rapport n'est pas encore disponible. Six autres commissions (ENVI, ITRE, IMCO, AGRI, JURI et PETI) rendront un avis sur la proposition.
4. Le Comité économique et social européen a adopté un avis lors de sa session plénière du 17 octobre 2018.

III. TRAVAUX AU SEIN DES INSTANCES PREPARATOIRES DU CONSEIL

5. La proposition a été présentée au groupe "Transports terrestres" le 13 septembre 2018 et a été examinée à cinq autres reprises en septembre et octobre 2018.
6. À ce stade, toutes les délégations maintiennent une réserve générale d'examen sur la proposition, ainsi que sur le compromis de la présidence présenté au cours des discussions et celui figurant en annexe.
7. Les différentes séries de discussions menées au sein du groupe "Transports terrestres" ont, en particulier, fait apparaître les points ci-après.

8. En ce qui concerne la question principale que pose la proposition, à savoir s'il faut mettre fin aux changements d'heure saisonniers semestriels dans l'ensemble des États membres de l'UE, les délégations sont, en général, ouvertes à la discussion. La plupart d'entre elles ont cependant indiqué qu'elles n'avaient pas encore achevé les consultations auprès des ministères et des intervenants nationaux concernés et qu'elles n'avaient par conséquent pas encore arrêté de position définitive. Plusieurs délégations ont exprimé leur soutien à la proposition, tandis que d'autres se sont dites favorables au maintien des changements d'heure saisonniers sur leur territoire, essentiellement en raison de l'indisponibilité d'éléments plausibles qui prouveraient les avantages que pourrait procurer l'abolition des changements d'heure. Certains États membres ont fait référence à des éléments disponibles indiquant que le système actuel est le plus approprié. Étant donné que la proposition n'est pas accompagnée d'une analyse d'impact, plusieurs délégations ont encouragé la Commission à procéder à une analyse d'impact détaillée qui pourrait aider les États membres à prendre une décision éclairée et cohérente.
9. En ce qui concerne la question de "l'heure légale" que les États membres de l'UE adopteraient si les changements d'heure semestriels étaient supprimés, toutes les délégations ont souligné qu'il sera primordial de suivre une approche harmonisée et bien coordonnée au niveau de l'UE afin d'éviter la fragmentation, un "puzzle de fuseaux horaires", et de préserver le bon fonctionnement du marché intérieur de l'UE.
10. Compte tenu du temps nécessaire pour procéder à toutes les consultations nationales nécessaires, évaluer celles-ci et mettre en place une approche soigneusement coordonnée avec les pays voisins et d'autres États membres de l'UE, la plupart des délégations ont jugé trop ambitieuse la date prévue d'application, à savoir le 1^{er} avril 2019.
11. Deux délégations, soutenues par plusieurs autres, ont posé des questions de nature juridique concernant les article 1^{er} et 2 de la proposition, ainsi que sur le choix de l'article 114 du TFUE comme base juridique. Ces deux questions, ainsi que d'autres points de droit, ont été examinés lors de la réunion que le groupe a tenue le 25 octobre 2018.

12. Afin de répondre aux préoccupations des États membres concernant le calendrier fixé pour l'application de la directive, la présidence a présenté, lors de la réunion du groupe du 22 octobre 2018, une proposition de compromis¹ prévoyant le report de l'application de la directive au 1^{er} avril 2021. Les délégations ont accueilli favorablement cette approche, estimant qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction.
13. À l'occasion de la réunion informelle des ministres des transports qui a eu lieu à Graz le 29 octobre 2018, les représentants des États membres se sont félicités du lancement de discussions relatives à la proposition, mais ont souligné que des consultations supplémentaires devaient se tenir avant que les travaux au sein des instances préparatoires du Conseil ne puissent se poursuivre.

IV. CONCLUSION

14. Compte tenu de ce qui précède, on peut conclure que les États membres auront besoin de plus de temps pour arrêter une position définitive sur les principaux éléments de la proposition. Le Conseil est donc invité à prendre note de l'état d'avancement des travaux concernant l'examen de la directive proposée.

¹ Doc. 13036/18.

Proposal for a
DIRECTIVE OF THE EUROPEAN PARLIAMENT AND OF THE COUNCIL
discontinuing seasonal changes of time and repealing Directive 2000/84/EC
(Text with EEA relevance)

THE EUROPEAN PARLIAMENT AND THE COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION,

Having regard to the Treaty on the Functioning of the European Union, and in particular Article 114 thereof,

Having regard to the proposal from the European Commission,

After transmission of the draft legislative act to the national parliaments,

Having regard to the opinion of the European Economic and Social Committee²,

Acting in accordance with the ordinary legislative procedure,

Whereas:

- (1) Member States chose in the past to introduce summer-time arrangements at national level. It was, therefore, important for the functioning of the internal market that a common date and time for the beginning and end of the summer-time period be fixed throughout the Union. In accordance with Directive 2000/84/EC of the European Parliament and of the Council³, all Member States currently apply summer-time arrangements from the last Sunday in March until the last Sunday in October of the same year.

² OJ C , , p. .

³ Directive 2000/84/EC of the European Parliament and of the Council on summer-time arrangements (OJ L 31, 2.2.2001, p. 21).

- (2) In its resolution of 8 February 2018, the European Parliament called on the Commission to conduct an assessment of the summer-time arrangements provided by Directive 2000/84/EC and, if necessary, to come up with a proposal for its revision. That resolution also confirmed that it is essential to maintain a harmonised approach to time arrangements throughout the Union.
- (3) The Commission has examined available evidence, which points to the importance of having harmonised Union rules in this area to ensure the proper functioning of the internal market and avoid, inter alia, disruptions to the scheduling of transport operations and the functioning of information and communication systems, higher costs to cross-border trade, or lower productivity for goods and services. Evidence is not conclusive as to whether the benefits of summer-time arrangements outweigh the inconveniences linked to a biannual change of time.
- (4) A lively public debate is taking place on summer-time arrangements and some Member States have already expressed their preference to discontinue the application of such arrangements. In the light of these developments, it is necessary to continue safeguarding the proper functioning of the internal market and to avoid any significant disruptions thereto caused by divergences between Member States in this area. Therefore, it is appropriate to put an end in a coordinated way to summer-time arrangements.
- (5) This Directive should not prejudice the right of each Member State to decide on the standard time or times for the territories under its jurisdiction and falling under the territorial scope of the Treaties, and on further changes thereto. However, in order to ensure that the application of summer-time arrangements by some Member States only does not disrupt the functioning of the internal market, Member States should refrain from changing the standard time in any given territory under their jurisdiction for reasons related to seasonal changes, be such change presented as a change of time zone. Moreover, in order to minimise disruptions, inter alia, to transport, communications and other concerned sectors, they should notify the Commission in due time of their intention to change their standard time and subsequently apply the notified changes. The Commission should, on the basis of that notification, inform all other Member States so that they can take all necessary measures. It should also inform the general public and stakeholders by publishing this information.

- (6) Therefore, it is necessary to put an end to the harmonisation of the period covered by summer-time arrangements as laid down in Directive 2000/84/EC and to introduce common rules preventing Member States from applying different seasonal time arrangements by changing their standard time more than once during the year and establishing the obligation to notify envisaged changes of the standard time. This Directive aims at contributing in a determined manner to the smooth functioning of the internal market and should, consequently, be based on Article 114 of the Treaty on the Functioning of the European Union, as interpreted in accordance with the consistent case-law of the Court of Justice of the European Union.
- (7) This Directive should apply from 1 April [...] **2021**, so that the last summer-time period subject to the rules of Directive 2000/84/EC should start, in every Member State, at 1.00 a.m., Coordinated Universal Time, on [...] **28** March [...] **2021**. Member States that, after that summer-time period, intend to adopt a standard time corresponding to the time applied during the winter season in accordance with Directive 2000/84/EC should change their standard time at 1.00 a.m., Coordinated Universal Time, on [...] **31** October [...] **2021**, so that similar and lasting changes occurring in different Member States take place simultaneously. It is desirable that Member States take the decisions on the standard time that each of them will apply as from [...] **2021** in a concerted manner.
- (8) Implementation of this Directive should be monitored. The results of this monitoring should be presented by the Commission in a report to the European Parliament and to the Council. That report should be based on the information that is made available to the Commission by the Member States in a timely fashion to allow for the report to be presented at the specified time.
- (9) Since the objectives of this Directive as regards harmonised time arrangements cannot be sufficiently achieved by the Member States but can rather be better achieved at Union level, the Union may adopt measures, in accordance with the principle of subsidiarity as set out in Article 5 of the Treaty on European Union. In accordance with the principle of proportionality, as set out in that Article, this Directive does not go beyond what is necessary to achieve those objectives.

(10) The harmonised time arrangements should be applied in accordance with the provisions on the territorial scope of the Treaties specified in Article 355 of the Treaty on the Functioning of the European Union.

(11) Directive 2000/84/EC should therefore be repealed,

HAVE ADOPTED THIS DIRECTIVE:

Article 1

1. Member States shall not apply seasonal changes to their standard time or times.
2. Notwithstanding paragraph 1, Member States may still apply a seasonal change of their standard time or times in [...] **2021**, provided that they do so at 1.00 a.m., Coordinated Universal Time, on [...] **31** October [...] **2021**. The Member States shall notify this decision in accordance with Article 2.

Article 2

1. Without prejudice to Article 1, if a Member State decides to change its standard time or times in any territory under its jurisdiction, it shall notify the Commission at least [...] **18** months before the change takes effect. Where a Member State has made such a notification and has not withdrawn it at least [...] **18** months before the date of the envisaged change, the Member State shall apply this change.
2. Within 1 month of the notification, the Commission shall inform the other Member States thereof and publish that information in *the Official Journal of the European Union*.

Article 3

1. The Commission shall report to the European Parliament and to the Council on the implementation of this Directive by 31 December [...] **2026** at the latest.
2. Member States shall provide the Commission with the relevant information by 30 April [...] **2026** at the latest.

Article 4

1. Member States shall adopt and publish, by 1 April [...] **2021** at the latest, the laws, regulations and administrative provisions necessary to comply with this Directive. They shall forthwith communicate to the Commission the text of those provisions.

They shall apply those provisions from 1 April [...] **2021**.

When Member States adopt those provisions, they shall contain a reference to this Directive or be accompanied by such a reference on the occasion of their official publication. Member States shall determine how such reference is to be made.

2. Member States shall communicate to the Commission the text of the main provisions of national law which they adopt in the field covered by this Directive.
3. **Article 2 shall apply as from 1 April 2020.**

Article 5

Directive 2000/84/EC is repealed with effect from 1 April [...] **2021**.

Article 6

This Directive shall enter into force on the twentieth day following that of its publication in the *Official Journal of the European Union*.

Article 7

This Directive is addressed to the Member States.

Done at Brussels,

For the European Parliament

The President

For the Council

The President
